



***BILAN DE LA POLITIQUE CHIITE DE L'IRAN DANS LE  
MONDE ARABE DEPUIS LA CHUTE DE L'IRAK BAASISTE***

***L'Iran souhaite-il un ou plusieurs autres  
Etats chiïtes dans le monde arabe ?***

***Mémoire de géopolitique  
du commandant Xavier FOISSEY  
dans le cadre du séminaire  
“Géopolitique du Grand Moyen-Orient”***

***Directeur : monsieur Aymeric CHAUPRADE***

***Avril 2005***

## Préambule

Il est d'usage, en préambule d'un mémoire universitaire, de remercier ceux qui ont apporté leur aide ou leur soutien à l'étudiant qui a rédigé le dit mémoire. Cependant, mon mémoire de géopolitique n'est en aucune mesure comparable à celui d'un étudiant d'université, qui se spécialise dans le domaine traité et qui consacre une année entière aux recherches et à la rédaction de son mémoire.

Pour ma part, j'ai traité un sujet pour lequel je n'avais ni compétence, ni connaissance particulière et je n'ai pas eu tout le temps nécessaire pour mener des recherches approfondies, eu égard aux nombreuses autres activités réalisées pendant la scolarité du CID.

La région géographique étudiée étant le Grand Moyen-Orient, j'ai demandé à mon directeur de mémoire de me proposer un sujet sur l'Iran, pays qui m'a toujours fasciné par son histoire, même si la situation politique actuelle ne laisse pas beaucoup de latitude aux élites du pays pour s'exprimer et faire rayonner l'identité perse.

La plupart de ce qui est écrit dans ce mémoire est tiré de livres, de journaux ou d'articles publiés sur Internet. Je ne revendique donc aucune compétence particulière pour présager l'évolution de la politique de l'Iran chiite vis-à-vis de ses voisins arabes.

Si mon lecteur m'accorde néanmoins le droit à quelques remerciements, sincères, je tiens à les exprimer envers :

- mon épouse, Bérengère, qui m'a vu consacrer de nombreuses heures à la maison pour mes recherches et la rédaction de mon mémoire,
- mon directeur de mémoire pour sa grande érudition et pour le sujet donné qui m'aura permis d'approfondir mes connaissances sur l'Iran et sur le chiisme.
- mon cadre professeur, le capitaine de vaisseau Gilles Tillet de Mautort, pour nous avoir fait partager son expérience de chef et sa grande connaissance du Moyen-Orient.
- les stagiaires du groupe B1 pour leur camaraderie.

Bilan de la politique chiite de l'Iran dans le  
monde arabe depuis la chute de l'Irak baasiste.

L'Iran souhaite-il un ou plusieurs autres Etats chiites dans le monde arabe ?

## SOMMAIRE

### PREMIÈRE PARTIE : UNE APPROCHE RELIGIEUSE

Qu'est-ce que le chiisme ?

La République islamique d'Iran

L'Iran face à la montée du chiisme en Irak

Les ambitions religieuses de l'Iran vis-à-vis du monde arabe

### DEUXIÈME PARTIE : UNE APPROCHE GEOPOLITIQUE

L'ingérence iranienne en Irak depuis la chute du régime baasiste

Le problème des minorités en Iran et de l'évolution démographique

La politique de puissance régionale de l'Iran face aux ambitions américaines

L'expansion du chiisme iranien face aux impératifs économiques

Les régimes arabes inquiets de la percée chiite

## INTRODUCTION - L'IRAN, UNE FORTE IDENTITE

Héritier de l'Empire perse fondé au VI<sup>ème</sup> siècle avant J.-C., l'Iran occupe une position charnière à la croisée des mondes arabe, turc, indien et russe. Cet Etat a su préserver une identité propre et n'a jamais été colonisé, malgré les ambitions des empires russe, ottoman ou britannique. Il dispose aujourd'hui d'un vaste territoire, d'une population nombreuse et d'importants revenus pétroliers qui font de lui un acteur incontournable du Moyen-Orient. Son exposition par rapport au monde arabe limitrophe est néanmoins singulière en raison tout d'abord de ses différences ethniques : l'Iran est composé d'une majorité de Persans et de nombreuses minorités (Azéris, Kurdes, Arabes, Baloutches, Turkmènes...) vivant pour l'essentiel dans des régions périphériques. D'autre part, c'est le seul grand État chiite dans le monde, ce qui est inévitablement un facteur d'isolement puisque, excepté en Irak, les autres chiites du Moyen-Orient ne forment que des minorités.

D'après l'islamologue Oliver Roy, "la politique extérieure de l'Iran se construit sur deux constantes : la volonté, héritée du dernier chah d'Iran, d'être une puissance régionale, sinon dominante, du moins incontournable, et une posture anti-impérialiste, dernier symbole de la révolution, mais qui se réduit aujourd'hui à une condamnation irréductible d'Israël, ce qui fait un peu de l'Iran le Cuba du Moyen-Orient. Si ces deux tendances se renforcent souvent, elles peuvent aussi entrer en contradiction"

Or, la chute de l'Irak baasiste et la victoire des listes chiites aux élections législatives irakiennes le 30 janvier 2005 ouvrent à l'Iran la possibilité d'être de nouveau au cœur d'un système de sécurité régionale par le biais d'une politique de puissance vis-à-vis du monde arabe. L'Iran peut espérer d'autant plus étendre son influence sur l'Irak que ses atouts ethniques et linguistiques au Moyen-Orient sont faibles.

Dans ce contexte, il est légitime de se demander si l'Iran souhaite voir un ou plusieurs autres Etats chiites surgir dans le monde arabe. J'aborderai cette question sous deux angles d'étude : une approche religieuse et une approche géopolitique.

D'une part, après un rappel sur l'histoire du chiisme et de l'avènement de la République islamique iranienne, je montrerai que, même si l'Iran a toujours soutenu des mouvements chiites contestataires, comme le Hezbollah libanais, la perspective de voir un autre régime islamiste chiite s'installer en Irak l'inquiète.

D'autre part, la situation géopolitique actuelle de l'Iran est caractérisée par son insertion dans un contexte régional bouleversé. Et malgré l'ingérence iranienne en Irak depuis la chute du régime baasiste, les autorités politiques du pays doivent maintenant choisir entre pragmatisme ou intransigeance religieuse. Je montrerai que la volonté d'expansion du système politique de l'Iran vers le monde arabe se heurte aux problèmes des minorités et des évolutions démographiques régionales prévues, aux ambitions américaines pour le Grand Moyen-Orient, aux impératifs économiques, notamment sur le marché des hydrocarbures, et aux réactions des régimes sunnites arabes inquiets de cette percée chiite.

## **PREMIÈRE PARTIE : UNE APPROCHE RELIGIEUSE**

### **Qu'est-ce que le chiisme ?**

Le chiisme est la principale branche dissidente de l'islam : sur environ un milliard deux cent millions de musulmans dans le monde (ils seront près de deux milliards en 2020), quelques douze pour cent sont chiites, soit près de cent quarante-cinq millions de personnes. L'origine du chiisme est cependant politique avant d'être doctrinale et les divergences avec le sunnisme, islam majoritaire, sont moins importantes que les éléments communs, à commencer par la croyance en un Dieu unique et dans le message du prophète Mahomet. Le chiisme s'est en fait constitué autour d'une question capitale, celle de la succession du prophète.

Après la mort de Mahomet, les premiers califes furent désignés parmi ses proches. Abou Bakr, Omar et Othman, élus dans la tribu des Quraychites, furent les trois premiers califes légaux pour les sunnites. Le quatrième calife Ali, cousin et gendre du prophète et époux de Fatima, régna de 656 à 661 ; mais déposé par une révolte, il fut assassiné. La Chi'a, le parti de Ali, défendit les droits de ses descendants contre les califes officiels.

Les chiites attribuent à Ali une sainteté éminente et un rôle presque égal à celui du Prophète, lui conférant un droit absolu à la direction spirituelle de la communauté, ainsi qu'à ses descendants en ligne directe, les imams, choisis selon un principe héréditaire. La place de ces imams est centrale pour le chiisme, puisqu'ils continuent le cycle des prophètes qui, pour les sunnites, est clos avec Mahomet. A contrario, la seule fonction que les sunnites accordent aux imams est la direction de la prière.

Deux événements allaient ensuite consacrer la rupture définitive entre chiites et sunnites. Ce fut tout d'abord la déposition de Hasan, fils d'Ali, par Moawiyya I<sup>er</sup> (fondateur de la dynastie des Omeyyades), et que les chiites considèrent comme le deuxième imam légitime après Ali ; puis le meurtre de Husayn, autre fils d'Ali et troisième imam selon les chiites. Poursuivi par le calife omeyyade Yazid, il fut cerné à Kerbala en octobre 680. Malgré la soif, il résista longtemps avec ses soixante-douze compagnons, mais il fut finalement tué. Kerbala est devenue de ce fait une des villes saintes du chiisme. La résistance et le martyre de Hussein jouent un rôle crucial dans la mythologie chiite et ils ont même été utilisés dans la lutte contre le Chah d'Iran. Lors de la fête annuelle d'Ashura au mois de muharram qui commémore ces événements, des cérémonies expiatoires spectaculaires retracent le geste de Hussein.

Le chiisme a grandement évolué au cours de l'histoire et il s'est divisé en plusieurs tendances qui se définissent à partir des imams auxquels elles se réfèrent. Les divisions dans le chiisme tiennent non seulement à la définition de la lignée des imams, mais aussi à leur rôle.

La majorité des chiites sont dits "duodécimains" ou "imâmites", car ils reconnaissent l'autorité de douze imams (Ali et ses onze successeurs) comme celle de véritables guides inspirés par un décret d'origine divine rendu en faveur de la descendance d'Ali. Le dernier, Mohamed, a disparu en 874. Après avoir communiqué avec le monde extérieur à travers des messagers, il s'est retiré mais il reste vivant : c'est la 'grande occultation'. "La communauté n'a plus de chef visible absolu, jusqu'à la fin des temps où le Mahdi (imam caché) attendu reviendra instaurer un règne de justice et de vérité" (Yann Richard). Cette dimension messianique du chiisme, avec sa mystique de la souffrance salvatrice, a été entretenue par le nombre important d'imams assassinés, ce qui a donné naissance à une martyrologie impressionnante. Le chiisme duodécimain est religion d'État en Iran et d'importantes communautés chiites vivent également en Iraq et au Liban.

Le zaydisme représente une autre branche, plus modérée, du chiisme. Il ne reconnaît que cinq imams, dont la désignation tient surtout à leurs qualités personnelles ; il ne s'enferme donc pas dans le légitimisme rigide des Imâmites et rejette le dogme de l'imam caché. Plusieurs dynasties zaydites ont régné dans l'histoire, en particulier au Yémen de 1592 à 1962.

Les Ismaéliens firent scission sur le problème de la succession du sixième imam. Ils furent à l'origine des États Karmates, de la brillante dynastie fatimide au X<sup>ème</sup> siècle en Égypte, de la Secte des assassins, fondée à la fin du XI<sup>ème</sup> siècle dans la forteresse d'Alamut, et de la doctrine druze. Considérés comme des extrémistes, ils persécutèrent les sunnites, ce qui leur valut en retour de violentes répressions. Aujourd'hui, c'est l'Aga Khan qui dirige la principale communauté ismaélienne présente en particulier en Iran, en Afghanistan, au Tadjikistan, en Inde et au Pakistan.

Le chiisme a joué un grand rôle dans l'histoire de l'islam. Souvent dans l'opposition, il fut l'étendard de nombreuses révoltes contre l'autorité du calife. Mais, dans de nombreux cas aussi, il n'a pas hésité à pactiser avec le pouvoir en place.

Écartés des centres de décision au Liban et au Pakistan par exemple et en Irak jusqu'aux dernières élections organisées par les américains, les chiites constituent encore aujourd'hui des communautés turbulentes. En Iran, où les Safavides ont fait du chiisme la religion d'État depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle, les oulémas chiites soutinrent souvent les dynasties régnantes. Mais

leur participation à des mouvements de contestation a été plus grande que celle des religieux sunnites. Il est vrai que les chiites portent une idéologie protestataire très sensible à la contestation politique et à l'identification aux opprimés, en raison de leur histoire conflictuelle avec les sunnites majoritaires et de leurs pratiques dans l'interprétation du texte coranique. Enfin, l'un des traits dominants de l'âme chiite est cette 'ketma', pratique constante de la dissimulation ou restriction mentale. Une très longue patience est nécessaire pour dépister tous les pièges tendus et discerner les vraies motivations d'un discours codé.

## La République islamique d'Iran

En 1979, la révolution islamiste en Iran et la prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeyni ont représenté une importante victoire du chiisme militant. Cette révolution a cependant été davantage accomplie par le clergé chiite que par le chiisme lui-même et c'est spécifiquement le clergé iranien, structuré, indépendant et politisé qui a favorisé le foisonnement et l'aboutissement de la révolution islamique.

Au XVI<sup>ème</sup> siècle, la dynastie safavide a fait du chiisme, phénomène circonscrit auparavant au monde arabe, une religion d'état. Le chiisme s'est alors identifié à l'Iran et beaucoup de sunnites arabes, parmi les fervents défenseurs de l'orthodoxie musulmane, ont confondu par la suite chiisme et sentiment national persan. Aux XVII et XVIII<sup>ème</sup> siècles, le débat théologique a conduit à l'émergence d'un grand clergé hautement qualifié dans les domaines théologique et social. Ce clergé s'est organisé sous une forme pyramidale et hiérarchisée avec une autorité directe du clergé sur les croyants et une indépendance financière par rapport à l'Etat, grâce notamment aux recettes recueillies dans les lieux saints de Nadjaf et Kerbela. Vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le clergé mit tout son poids dans la résistance aux britanniques et aux chahs. Plus tard, entre 1941 et 1963, la cohabitation entre le chah Pahlavi et la hiérarchie chiite fonctionna bon gré mal gré, mais l'ordre d'expulser, en 1963, l'imam Rouhallah Khomeyni vers l'Irak créa une nouvelle donne. A Nadjaf, Khomeyni fut influencé par Mohamed Baker Al-Sadr, un ayatollah arabe irakien exécuté par le régime de Saddam Hussein en 1980, qui développait une philosophie politique basée sur le concept du 'wilâyat al-faqîh' (règne du docteur de la loi). Aussi, après la révolution en Iran qui a provoqué le renversement de la dynastie des Pahlavi, Khomeyni a imposé cette théorie qui joue depuis un rôle central : pour guider la communauté des croyants durant la 'grande occultation', il a confié ce rôle aux mollah (théologiens) et au faqîh (docte), vicaire de l'imam caché et délégataire de la souveraineté divine. Khomeyni a été ce faqîh jusqu'à sa mort en 1989,

remplacé alors par Ali Khamenei. Cette doctrine du gouvernement du docte a été et reste contestée par nombre d'autres ayatollahs.

L'aura du projet islamiste a été aussitôt confrontée à la dure réalité du pouvoir car le khomeynisme n'a pas su développer les réponses adéquates à l'attente de la jeunesse et des classes défavorisées. De plus, l'aspect messianique de ce projet a été bousculé par la montée du radicalisme sunnite et l'hostilité de l'occident inquiet de l'exportation de la révolution islamiste. Enfin, la longue guerre Iran-Irak de 1980 à 1988 a freiné l'élan iranien.

La révolution islamiste en Iran a ainsi rencontré peu d'écho dans un monde musulman dominé par le sunnisme. Seul le terrain chiite libanais a été propice aux thèses islamistes iraniennes, en raison de la complicité de la Syrie, allié régional de la république islamiste.

Cependant, l'ascension politique de la communauté chiite en Irak semble fournir enfin à l'Iran la possibilité d'exporter sa révolution chiite.

## L'Iran face à la montée du chiisme en Irak

L'Iran est le pays qui, par sa culture, pèse le plus sur les rives du Tigre et de l'Euphrate. Cette influence est un héritage de l'histoire, et en particulier des liens religieux qui unissent la majorité chiite d'Irak à l'Etat iranien.

Ainsi, comme nous l'avons vu précédemment, c'est depuis la ville sainte de Nadjaf en Irak que Khomeyni a énoncé pour la première fois sa théorie du 'wilâyat al-faqîh' au début des années 1970. Il y résida de 1965 à 1978 et y dirigea le mouvement qui allait aboutir à la révolution islamique en Iran. Nadjaf était la pépinière des futurs cadres des mouvements islamistes chiites que l'on retrouva par la suite à la tête de l'Etat iranien mais également au sein du Hezbollah au Liban. De plus, l'Iran est le pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés irakiens fuyant l'ancien régime baasiste.

Cependant, le renouveau chiite en Irak est attentivement observé par Téhéran. Pour l'Iran maison mère de la foi chiite après la fondation de la République islamique, ce phénomène peut entraîner un possible déplacement du centre de gravité du chiisme vers son berceau originel, l'Irak, ce qui pourrait réduire l'influence de la ville sainte iranienne de Qom, ville d'où l'ayatollah Khomeyni lança ses premiers appels à la révolution contre le chah. L'un des principaux objectifs de l'Iran en Irak est donc d'affirmer son influence sur la Hawza (centres

religieux chiites) dans les deux villes saintes de Nadjaf et Kerbala, et d'empêcher que n'émergent dans ces villes des guides spirituels et religieux susceptibles de rivaliser avec ceux de la ville de Qom.

D'après Yusef Sanei, grand ayatollah de Qom et également importante figure religieuse du clan des réformateurs, "toutes les grandes sources d'imitation qui ont résidé à Qom sont toutes venues de Nadjaf. Avant l'ouverture du premier séminaire de Qom, il y a quatre-vingt-deux ans, c'était bien Nadjaf le centre du chiisme. Même si les deux villes n'ont jamais été concurrentes mais toujours complémentaires." La question reste de savoir quel pourrait être l'impact d'un tel recentrage, provoqué notamment par le retour de quelque trois mille religieux irakiens en exil depuis des années en Iran. "Nous espérons que le séminaire de Nadjaf retrouvera son indépendance", avance prudemment l'ayatollah Sanei. L'un de ses pairs, l'ayatollah Mohaghegh, professeur à l'université de Téhéran, enseignant à Qom et diplômé en droit de l'université belge de Louvain, est, lui, plus explicite : "Le fait que soient réactivés à Nadjaf des séminaires indépendants du pouvoir politique va résonner de manière particulière en Iran. Cela peut créer chez nous des espaces de respiration pour ceux qui veulent se conformer simplement à la tradition, en renouant des liens directs avec les fidèles qui ont été, depuis des siècles, leurs partisans." L'ayatollah Mohaghegh exprime ainsi des propos clairement en faveur d'une séparation entre le religieux et le politique.

En effet, au-delà de la querelle sur les lieux saints du chiisme, le chiisme irakien porte en lui un danger potentiel. Il pourrait, tout en fleurissant religieusement, ne pas forcément choisir de suivre la voie politique iranienne, c'est-à-dire celle consistant à fusionner le spirituel et le temporel. Les conséquences pourraient alors être terribles dans un Iran où la légitimité du régime théocratique est de plus en plus contestée, y compris par des religieux. Officiellement, les autorités de Téhéran multiplient les déclarations vertueuses, affirmant haut et fort qu'il n'est pas question d'interférer sur les terres du voisin. C'est ce qu'explique l'intellectuel Amir Mohebian, journaliste au quotidien Resalat et partisan des conservateurs de la mollaharchie : "l'Iran serait heureux que s'instaure en Irak une république islamique mais n'a aucunement la volonté de l'imposer. Si les Irakiens se prononcent pour un système politique non religieux, cela ne nous pose aucun problème".

Il n'y a apparemment pas unité de vue quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Irak entre les ultraconservateurs iraniens et leurs adversaires partisans du président de la République, le réformateur Mohammed Khatami. Pour Hamid Reza Jalaei, professeur de sciences politiques à l'université de Téhéran et partisan de la cause réformatrice, "les tenants de la ligne dure en

Iran souhaiteraient bien sûr que s'instaure en Irak une république islamique. Mais, tous les chiites irakiens ne veulent pas d'un tel système. Le rôle des chiites laïcs ainsi que celui de religieux irakiens -opposés à un rôle politique du clergé- devra être suivi de très près, car il est bien possible que émerge bientôt à Bagdad un régime séculier.”

D'un autre point de vue, les populations irakiennes subissent une véritable invasion de pèlerins iraniens sur les lieux saints d'Irak qui pénètrent sur le territoire sans avoir à présenter ni passeports ni visas. L'Irak avait autorisé la visite de 1000 à 2000 personnes, mais 10000 Iraniens franchissent en réalité la frontière chaque jour. Le nombre de visiteurs était même beaucoup plus important durant l'Ashura ou au cours des autres festivités religieuses. Les frontières ne sont toutefois ouvertes, en principe, que dans une direction ; le quotidien irakien Bagdad révèle ainsi l'insatisfaction de nombreux Irakiens qui constatent que les Iraniens peuvent pénétrer dans leur pays sans passeports, y introduisant parfois des drogues qu'ils échangent contre des textiles ou des denrées alimentaires. En revanche, un citoyen irakien doit payer 140 dollars pour obtenir un visa d'entrée en Iran. Ces événements s'additionnent à un sentiment d'invasion culturelle. Ainsi, dans un article intitulé “Ne soyez pas surpris de voir des drapeaux iraniens flotter sur Kerbala”, le quotidien irakien Al-Mashriq déclare que “c'est une chose de visiter les lieux saints et d'organiser des expositions à Bagdad pour distribuer des photos de symboles religieux iraniens ; c'en est une autre de brandir des drapeaux iraniens à proximité des lieux saints et de faire en sorte que le perse devienne la langue parlée à Kerbala”.

En avril 2003, M. Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, expliquait devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale qu' “il faut tenir compte du fait que la population est à forte prédominance chiite, ce qui pourrait ne pas être sans conséquence sur l'attitude de l'Iran. Ainsi, il y a toujours eu une certaine rivalité entre l'Iran et l'Irak sur la question de la direction de l'Islam chiite dont les racines historiques se trouvent en Irak. Il n'est donc pas possible de se désintéresser de ces questions délicates qu'il faut veiller à canaliser : si certains, comme les Britanniques, indiquent qu'ils respecteraient le choix éventuel fait par les Irakiens de se doter d'un régime islamiste, il n'en reste pas moins qu'une telle hypothèse ne serait pas un gage de stabilité pour la région. Or la stabilité est essentielle, et le respect de ce principe milite également en faveur d'un rôle important à l'ONU, qui a l'expérience et la sagesse dans la mise en œuvre des constructions démocratiques.”

Un autre souci auquel le gouvernement iranien doit faire face est celui lié au concept du ‘wilâyat al-faqîh’ que les grands oulémas chiites irakiens tels que le grand ayatollah Ali Al-Sistani, Hussein Al-Sadr ou l’ayatollah Ishaq Al-Fayyadh considèrent comme une hérésie. Cela risque de fragiliser la légitimité du gouvernement islamiste iranien. Or ces oulémas semblent être écoutés en Irak, comme le montre leur autorité sur le jeune ouléma chiite irakien révolutionnaire Moqtada Al-Sadr qui a accepté de mettre fin à son insurrection, après une fatwa émise par Al-Sistani.

Moqtada Al-Sadr s’était rendu en Iran en 2004 en tant qu’invité de la Garde révolutionnaire. Il y avait rencontré Hashemi Rafsandjani, président du Conseil pour les intérêts supérieurs du régime, Murtadha Radhai, chef des Renseignements de la Garde révolutionnaire, le général de brigade Qassim Suleimani, commandant de l’armée Al-Qods et responsable des affaires irakiennes, ainsi que d’autres responsables gouvernementaux et religieux. Une source de l’armée Al-Qods de la Garde révolutionnaire iranienne a révélé au quotidien londonien Al-Sharq Al-Awsat des informations sur la construction de trois camps et centres d’entraînement à la frontière Iran-Irak, destinés à l’entraînement d’éléments de “l’armée de Mehdi”, fondée par Moqtada Al-Sadr. Ces trois camps se trouvaient à Qasr Chirine, Ilam et Hamid, au sud de l’Irak, essentiellement peuplé de musulmans chiites. Un millier de jeunes partisans d’Al-Sadr y ont reçu un entraînement militaire incluant un entraînement à la guérilla, à la production de bombes et d’explosifs, à l’utilisation d’armes à main, à la reconnaissance et à l’espionnage. Le journal rapporte en outre que l’ambassade d’Iran à Bagdad a distribué 400 téléphones satellite à des partisans d’Al-Sadr, à des oulémas et des étudiants du district Athamiyya de Bagdad, d’Al-Sadr City et de Nadjaf, à dominance chiite. Le soutien financier dont a bénéficié Al-Sadr aurait dépassé les 80 millions de dollars, sans compter le coût de l’entraînement, de l’équipement et de l’habillement de ses partisans.

Or, la menace de Moqtada Al-Sadr de recourir à ses milices pour faire pleuvoir le ‘feu de l’enfer’ si les forces de la coalition tentaient d’entrer à Nadjaf pour le capturer, avait été dénoncée par les autorités religieuses chiites de Nadjaf et Kerbala. Al-Sistani, considérant que Al-Sadr remettait en cause son autorité et qu’il risquait de desservir les chiites lors des élections, avait émis une fatwa interdisant toute action menaçant la paix : “Au nom du Tout puissant, nous dénonçons les méthodes des forces d’occupation face aux incidents actuels, et nous dénonçons la violation des propriétés publiques et privées, ainsi que tout ce qui peut perturber la paix et empêcher les responsables irakiens de remplir leurs obligations au service de la population. Nous appelons à traiter ces problèmes avec sagesse et par des moyens pacifiques, et à éviter toute mesure pouvant conduire à une escalade [de la violence]

susceptible de mener à plus de chaos et de sang versé. Il incombe aux forces politiques et sociales d'œuvrer activement pour mettre fin à ces tragédies. Allah est la Source de la réussite." Al-Sadr avait finalement accepté de mettre fin à sa rébellion fin août 2004.

Le réveil chiite en Irak se heurte également aux mouvements extrémistes sunnites, comme les salafistes et les wahhabites qui jugent les chiites presque comme des infidèles. Dans leur logique, ces musulmans renégats méritent la mort, et cela d'autant plus que les chiites irakiens semblent coopérer avec les Etats-Unis. L'Arabie Saoudite a, quant à elle, essayé de prévenir tout débordement lié au nouveau pouvoir chiite en Irak en organisant une conférence avec les différents courants de la vie religieuse et civile musulmane. Cependant, même si les gouvernements sunnites arabes ne restent donc pas inactifs face à la montée du chiisme en Irak, l'Iran semble avoir modifié ses ambitions religieuses vers le monde arabe.

### Les ambitions religieuses de l'Iran vis-à-vis du monde arabe

La révolution islamique d'Iran en 1979 a tenté de fusionner messianisme révolutionnaire et nationalisme, par la promotion d'un chiisme révolutionnaire. Cette révolution était cependant trop marquée par sa dimension chiite et persane pour être exportable, et le discours universaliste de l'islam iranien des années 80 a rencontré peu de succès dans le monde arabe, sauf dans certaines communautés chiites minoritaires. Constatant cet échec, Téhéran avait sensiblement modifié sa politique vers les pays arabes, majoritairement sunnites, en adoptant une ligne plus conciliante. Ainsi l'Iran avait tenu une position très modérée pendant la première guerre du Golfe, qui lui a permis de resserrer ses relations avec les monarchies arabes.

A l'heure actuelle, l'Iran affiche la volonté de devenir le leader d'un islam moderne et militant, en l'opposant au conservatisme des monarchies du golfe Persique. Le fait que de nombreuses organisations terroristes islamistes, à l'image d'Al-Qaida, proviennent du monde sunnite vient renforcer leur message. De plus, les deux dernières guerres au Moyen-Orient menées sous la houlette des Etats-Unis (Afghanistan en 2001 et Irak en 2003) ont visé à la destruction des ennemis de l'Iran, à savoir le nationalisme arabe de Saddam Hussein et le salafisme djihadiste sunnite de Ben Laden et des talibans. Ces disparitions créent un vide que l'Iran entend dès lors légitimement combler.

En revanche, l'Iran entend rester présent dans le conflit du Proche-Orient, par son soutien au Hezbollah libanais. Cette organisation islamique avait été créée avec l'appui de militants chiites iraniens en 1982 ; combattant l'occupation par Israël, jusqu'en 2000, d'une partie du Liban Sud, le Hezbollah a accru son poids démographique et militaire au Liban. C'est aujourd'hui un parti politique, représenté au Parlement et qui prend une dimension médiatique importante ; la diffusion en France de la chaîne télévisée du Hezbollah avait d'ailleurs soulevé de vastes débats à l'automne 2004.

Afin de lutter contre son ennemi identifié, Israël, l'Iran continue à apporter un soutien politique mais également militaire au Hezbollah. Ainsi, selon des informations en provenance de l'opposition syrienne, et confirmées par des sources diplomatiques à Beyrouth, les Paskarans iraniens auraient fourni au Hezbollah libanais en août 2004, des batteries mobiles de roquettes Fajr-5 (70 km de portée) et Nazeat-10 (jusqu'à 200 km de portée). Selon le magazine Intelligence Online du 27 août 2004, Une centaine d'hommes du Hezbollah auraient été formés à l'utilisation de ces batteries en Iran et seraient encadrés par des officiers des Paskarans. Ces déploiements sont intervenus dans un climat d'extrême tension entre Israël et l'Iran, ce dernier craignant une attaque préventive contre ses installations nucléaires, notamment la centrale de Bushehr. L'exhibition spectaculaire, au mois d'août, par Téhéran de son missile Shahab-3, d'une portée de 1300 km permettant théoriquement d'atteindre Israël, aurait eu pour objectif de détourner l'attention des batteries de roquettes installées au Liban et potentiellement plus dangereuses pour Israël. Ceci n'est qu'un épisode d'une longue suspicion d'Israël envers l'Iran qu'elle suspecte de soutenir le Hezbollah. Il est vrai qu'un navire, le Karine-A, chargé de 50 tonnes d'armes iraniennes à destination de l'Autorité palestinienne, avait été arraisonné en janvier 2002.

Ce soutien apporté par l'Iran à un mouvement chiite arabe est néanmoins bien perçu par les régimes sunnites car le Hezbollah s'oppose surtout à l'Etat d'Israël, ennemi commun des Etats musulman du Moyen-Orient.

## DEUXIÈME PARTIE : UNE APPROCHE GEOPOLITIQUE

L'Iran est géographiquement un très vaste isolat, un plateau entouré de montagnes et de déserts, mais il est au centre d'un carrefour d'invasions. L'Iran a toujours assumé cet isolement historique tout en cherchant des leviers d'influence avec les minorités chiites dans le monde. Néanmoins, l'Iran a commis l'erreur de se présenter moins en protecteur de ces minorités, dans le cas où elles auraient été persécutées, que comme le soutien de mouvements révolutionnaires parfois extrémistes se manifestant en leur sein. Une fois passée la phase messianique des premières années du régime, l'Iran a pris l'habitude assez néfaste d'utiliser, pour ses seuls intérêts, ces mouvements radicaux aussi bien à l'est (Pakistan) qu'à l'ouest (Liban). C'est une politique dont l'Iran paie encore les conséquences car ce pays est associé au souvenir de la prise d'otages français au Liban et aux attentats meurtriers contre les contingents français et américains.

Un quart de siècle après l'avènement de la révolution Khomeyniste, le régime iranien est confronté à des défis extérieurs liés à la situation stratégique nouvelle du Moyen-Orient après la chute du régime baasiste en Irak et au bras de fer engagé à propos de son programme nucléaire. Face à ces défis endogènes et exogènes, les décideurs iraniens jouent l'avenir du régime, tout en faisant face à des revendications sociales et économiques à l'intérieur du pays. Soucieux de leur survie politique et du rôle de l'Iran comme puissance régionale, les tenants d'une république nationaliste islamiste ne peuvent pas souhaiter un régime chiite s'installer en Irak, même si le soutien aux mouvements chiites irakiens reste, à court terme, un moyen d'influer sur le processus politique en cours.

### L'ingérence iranienne en Irak depuis la chute du régime baasiste

Marche orientale de l'Empire ottoman face à l'Iran, le territoire de l'Irak fut longtemps le théâtre des rivalités entre les deux empires musulmans sunnite et chiite. Les dimensions politiques et religieuses de l'opposition entre l'Iran et l'Irak sont en fait étroitement liées. En effet, depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les représentants de l'islam chiite, qu'ils soient arabes ou persans, jouent un rôle à la fois religieux et politique. Dans leur lutte contre le colonialisme européen, ils s'opposèrent avec force aux Britanniques lorsque ceux-ci fondèrent un Etat sous mandat, l'Irak, dont la légitimité était fondée sur l'arabité, à la place du lien religieux fondement la légitimité ottomane. La guerre des années 1980 opposa un Etat irakien arabe et

Laïc, issu de la révolution de 1958 qui avait renversé la monarchie hachémite, à un Etat perse et chiite, issu de la révolution islamiste de 1979. Le conflit se polarisait sur le libre accès des pèlerins iraniens aux villes saintes chiïtes d'Irak, mais également sur des questions de frontières. L'Iran contestait la souveraineté de l'Irak sur le Chatt al-Arab échut aux ottomans en 1947, en vertu du traité d'Erzouroum. Pour sa part, le gouvernement irakien réclamait des régions du Khouzistan iranien, appelé aussi Arabistan, régions pétrolifères de l'Iran peuplées de tribus arabes majoritairement chiïtes.

Depuis la chute de Saddam Hussein et le délitement de l'Etat irakien, l'Iran intervient plus ou moins ouvertement dans les troubles qui surviennent en Irak. En juillet 2004, le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, a ainsi déclaré posséder des renseignements montrant que des nations étrangères ont fourni un soutien financier, une assistance logistique et un entraînement de combat aux rebelles irakiens qui multiplient les meurtres, les attentats et les enlèvements : "depuis que nous avons commencé à observer la situation en termes de sécurité, nous avons vu comment des gouvernements étrangers ont aidé les terroristes. Nous ne pouvons pas dire pourquoi ils le font, mais nous savons d'où vient le soutien aux insurgés". M. Zebari n'a pas dévoilé les noms de ces pays, mais selon le journal britannique The Sunday Telegraph, les responsables irakiens ont désigné l'Iran et la Syrie.

En août 2004, le ministre irakien de la défense Hazem Chaalane, qui avait déjà qualifié l'Iran de "premier ennemi de l'Irak", a déclaré dans une interview au quotidien koweïtien al-Anbaa, que "l'Iran cherche à saboter la structure démographique de l'Irak et à dénaturer son identité nationale. Notre peuple souffre et certains voisins ne s'en soucient pas, voire sont en train de jeter de l'huile sur le feu. Nous avons de nombreuses preuves à cet effet". Dans une interview au quotidien américain Washington Post daté du 26 juillet, M. Chaalane avait affirmé que l'Iran "s'ingère dans les affaires irakiennes afin de tuer la démocratie". Il avait notamment accusé l'Iran d'avoir pris le contrôle de postes frontière irakiens, envoyé des espions et des saboteurs et infiltré le nouveau gouvernement irakien, y compris son ministère.

La Force multinationale dirigée par les États-Unis n'a pas pu assurer un contrôle total des frontières de l'Irak avec ses voisins, même si des unités ont été déployées le long de la frontière syrienne pour empêcher l'infiltration de rebelles. Ces patrouilles associent des soldats de la Force multinationale, de la garde nationale et de la police des frontières irakiennes. Le gouvernement intérimaire irakien a appelé à plusieurs reprises les pays voisins à surveiller leurs frontières pour empêcher l'infiltration d'éléments hostiles. Sur les fronts

irakiens Est et Sud, des agents de renseignements iraniens ainsi que des terroristes financés par l'Iran ont pu pénétrer en Irak. Se trouvant en terrain ami au Sud de l'Irak, peuplé principalement de musulmans chiites, les officiers des renseignements iraniens ont eu recours à la motivation comme à la force pour agrandir le nombre de collaborateurs. Selon le quotidien irakien Al-Nahdha, la police irakienne a arrêté un grand nombre d'Iraniens se présentant comme des pèlerins mais étant en fait des agents des renseignements. Les pèlerins ont en effet la possibilité, pour la première fois depuis des années, de visiter librement les deux villes saintes de Nadjaf et Kerbala. Le journal estime le nombre d'agents iraniens en Irak à 14000, agents qui pénètrent les forces de sécurité naissantes du pays. Evaluant le succès des dogmes révolutionnaires auprès des Irakiens, le reporter du journal a découvert que, pour la première fois de toute l'histoire de l'Irak, un grand nombre de policiers se laissaient pousser la barbe en signe d'identification à l'Iran révolutionnaire.

Un responsable iranien connu sous le nom d'Al-Hadj Saidi, autrefois responsable du bureau irakien des services de renseignements, a évoqué une importante présence iranienne dans tout l'Irak. Les Iraniens disposent d'un important réservoir d'agents potentiels parmi les chiites irakiens, mais plus encore parmi les ressortissants irako-iraniens, expulsés par Saddam Hussein vers l'Iran, qui reviennent actuellement en Irak. Ces agents sont soupçonnés de l'assassinat de l'ayatollah libéral Mohammed Baqir Al-Haqim, ancien guide du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak et ancien membre du Conseil gouvernemental irakien; ils comptaient également assassiner le grand ayatollah Ali Al-Sistani, mais leur dessein a été découvert.

Le quotidien irakien Al-Zaman critique lui aussi l'Iran pour avoir permis à des membres d'Al-Qaïda et à des groupuscules arabes extrémistes fidèles à Téhéran de pénétrer en Irak. L'article évoque aussi la contrebande de pétrole irakien, de moutons et de pièces de rechange, ainsi que la destruction de l'infrastructure économique irakienne par des gangs iraniens organisés, actes criminels qui, d'après l'article, n'auraient pu se produire sans le soutien explicite des autorités iraniennes. Ce journal qualifie la politique iranienne de "vile et insondable". L'intervention iranienne est également visible à travers la présence du Hezbollah en Irak. Selon le quotidien londonien Al-Hayat, 90 combattants du Hezbollah ont été envoyés peu après la destitution du régime de Saddam Hussein avec pour objectif de neutraliser toute tentative des forces de la coalition qui viserait à activer un mouvement d'opposition à l'Iran à partir de l'Irak. Cherchant à intensifier la controverse, l'ouléma Moqtada Al-Sadr qui avait créé un mouvement de rébellion à Nadjaf, avait annoncé qu'il était allié au Hezbollah et au Hamas palestinien, ce que la presse irakienne avait vivement critiquée.

En plus d'une aide en hommes et matériel, le quotidien irakien Al-Zaman a rapporté une enquête secrète menée par le Conseil gouvernemental irakien sur le flux de fonds en provenance d'Iran allant à des groupes laïcs. Des réunions avec de tels groupes ont été organisées dans différents pays du Golfe, bien que l'Iran ait nié toute ingérence dans les affaires intérieures irakiennes.

A travers son ingérence en Irak, le gouvernement iranien souhaite contrôler le processus politique qui se met en place. Il est indéniable que "l'Iran ne veut pas d'un concurrent, préférant un petit frère gentil et complaisant" affirme Michael Rubin, chercheur à l'American Enterprise Institute de Washington. Néanmoins, l'Iran souhaite éviter une partition de l'Irak qui pourrait avoir des répercussions sur sa propre stabilité intérieure.

### Le problème des minorités en Iran et de l'évolution démographique

Le réveil de la diversité irakienne, tenue longtemps en laisse par le parti Baas, éclate au grand jour, ce qui va rendre difficile le maintien de l'intégrité territoriale, ethnique et confessionnelle dans cette région peu habituée au dialogue et au consensus : Arabes, Kurdes, Turkmènes d'un côté ; sunnites, chiites et chrétiens de l'autre. Quelle que soit l'aversion que pouvait inspirer le régime de Saddam Hussein, l'intervention anglo-américaine pose la question de savoir s'il fallait intervenir aussi brutalement, la disparition de toute forme d'autorité étatique risquant de favoriser une partition de l'Irak. Cet éclatement était d'ailleurs une hantise de Saddam Hussein et selon François Thual, ce fut la cause principale de la guerre contre l'Iran : "les dirigeants de Bagdad virent dans le triomphe de la révolution islamiste en Iran une menace, non seulement de subversion des populations chiites du sud de l'Irak, mais tout simplement d'explosion de l'Irak".

Cette éventualité menace l'intégrité de l'Iran qui a toujours pu éviter le démembrement, malgré l'existence de nombreux mouvements centrifuges manifestes après la fin de la première guerre mondiale. A l'heure actuelle, le discours islamique y est instrumentalisé et destiné lui aussi à maintenir la cohésion d'une entité composée de divers ethnies. La communauté kurde en Iran représente par exemple plus de cinq millions d'individus et il y a plus de dix millions de Kurdes en Turquie. Téhéran et Ankara ne cessent donc de clamer qu'elles sont favorables au maintien de l'intégrité territoriale dans le nord de l'Irak par crainte de la propagation de l'indépendantisme kurde sur leur propre territoire.

Le facteur démographique global est également à prendre en compte. En effet, l'Iran est à l'heure actuelle le pays le plus peuplé du Moyen-Orient avec 71,4 millions d'habitants, exception faite du Pakistan. Or, les vues prospectives indiquent que, selon les hypothèses moyennes, le poids relatif de l'Égypte au sein du monde arabe s'accroîtrait considérablement, avec 103,2 millions d'Égyptiens en 2025 (contre 69 en 2004) ; la Turquie atteindrait 88,96 millions (contre 67,6 en 2004) et l'Iran seulement 84,7 millions. Même si de nombreuses incertitudes conduisent à examiner ces chiffres avec un sens critique, le rapport des forces démographiques se modifierait donc, ce qui peut conduire l'Iran à accélérer sa politique de puissance régionale.

Cependant, cette ambition de l'Iran se heurte à la politique américaine dans la région. En effet, l'arrivée d'un pouvoir confessionnel en Irak marquerait un échec de la politique de George W. Bush qui était sensé implanter la démocratie. Les néo conservateurs américains, devant ces difficultés, envisagent une solution à trois Etats avec les Kurdes au Nord, les sunnites au Centre et les chiites au Sud. Mais ce scénario d'un 'Chiitistan' n'est réaliste qu'à condition qu'un régime pro-occidental s'installe à Téhéran.

## La politique de puissance régionale de l'Iran face aux ambitions américaines

Après la mort de Khomeyni, l'Iran s'était repositionné sous l'égide de Rafsandjani, un des grands concepteurs de la politique étrangère iranienne. Comme l'islamologue Oliver Roy l'écrit dans le Figaro, "La nouvelle politique visait à sortir l'Iran de l'isolement, tout en maintenant l'objectif premier de devenir la grande puissance régionale et de diminuer la présence américaine dans la région en convainquant les pays arabes de faire reposer leur sécurité sur des systèmes régionaux et non plus sur le parapluie américain". Mais, la volonté actuelle de l'Iran d'être au cœur d'un système de sécurité régionale, qu'elle passe par le chiisme ou non, se heurte aux ambitions affichées par les Etats-Unis concernant le grand Moyen-Orient.

Or, les réseaux conservateurs américains qui avaient mené une intense préparation idéologique, politique et médiatique avant l'intervention américaine en Irak en 2003 sont de nouveaux actifs à propos de l'Iran. Pour les 'think tanks', instituts qui sont à la fois des centres de recherche et des groupes de pression, la guerre contre le terrorisme passe, après l'invasion de l'Irak, par le renversement des régimes syrien et iranien, mais pas

nécessairement par la force, car “ils sont vulnérables à des attaques politiques”. Il s’agit de convaincre le président George W. Bush que sa double ambition de vaincre le terrorisme et de transformer le Moyen-Orient en une zone de démocratie et de liberté ne saurait être réalisée sans la disparition de ce que Michael Ledeen, de l’American Enterprise Institute appelle la ‘mollahcratie’ de Téhéran. Pour ces groupes de pression, “l’Iran est un des principaux Etats qui soutiennent le terrorisme ; son régime dictatorial viole constamment les droits de l’homme, alors que la majorité du peuple iranien aspire à la démocratie et à des relations amicales avec les Etats-Unis”

Les Etats-Unis craignent surtout voir une hégémonie régionale de l’Iran, à la fois idéologique et militaire, qui s’appuierait sur la possession de l’arme nucléaire. Le programme nucléaire avait été lancé par le Chah d’Iran puis abandonné un temps par Khomeyni, avant d’être relancé en 1984. La question est de savoir comment empêcher, s’il en est encore temps, une nucléarisation de l’Iran. Les Européens, menés par la France, l’Allemagne et la Grande-Bretagne, ont répondu par la voie diplomatique, en essayant d’obtenir des engagements des autorités iraniennes sur l’abandon des programmes militaires et l’utilisation uniquement pacifique de l’énergie nucléaire. Même si les Iraniens ont officiellement déclaré renoncer au nucléaire militaire et accepter les inspections de l’AIEA, Richard Russel, professeur à Washington et expert militaire du Moyen-Orient, paraît assez pessimiste et sceptique. Cependant, l’adoption de sanctions par le Conseil de sécurité des Nations unies frapperait plus le peuple iranien que le régime et l’option militaire est risquée. En effet, il faudrait bombarder des centaines de cibles ou envahir le pays, ce que les moyens militaires actuels des Etats-Unis ne permettent pas tant qu’ils sont impliqués en Irak. Un think tank, le Comité sur le danger imminent, propose une stratégie globale comme solution, qui se fixe le changement de régime à Téhéran. Son rapport, rendu public en décembre 2004, affirme qu’un “nouveau gouvernement démocratique, en Iran, constituerait une contribution majeure à la transformation de la région, de son arriération actuelle en zone de paix, de prospérité et de liberté. Etant donné l’ampleur de la menace et l’occasion prometteuse, l’Iran doit être placé au premier plan des priorités de politique étrangère de l’Amérique au cours des quatre prochaines années.”

La réélection en 2001 du président Mohamad Khatami, considéré comme un réformateur, laissait entrevoir une évolution du régime politique iranien, avec une volonté de concilier islam et modernité. Dans son programme électoral, la religiosité et la moralité islamique figuraient au même titre que l’instauration d’une presse indépendante et l’institutionnalisation

du pluralisme, des libertés individuelles et sociales, et du respect des droits de l'homme. Le système parlementaire de la République islamique n'autorise cependant pas pour l'instant une transition politique de type démocratique. Le Conseil des gardiens continue à maintenir son autorité malgré les divers abus de pouvoir qu'il a commis (composé de douze membres, dont six clercs nommés par le Guide et six juristes proposés par le chef du pouvoir judiciaire puis élus par le Parlement, ce Conseil veille à la conformité des lois avec l'islam, vérifie leur constitutionnalité et habilite les candidats aux élections). De manière plus globale, il faut se demander si le pluralisme politique a un sens dans une société musulmane : un parti politique se réclamant des valeurs islamiques, peut-il accepter de jouer le jeu de la démocratie et de l'alternance, systèmes que beaucoup de radicaux musulmans jugent comme des produits de facture occidentale susceptibles de semer la discorde dans l'Umma (la communauté des croyants) ?

Des contraintes d'ordre économique viennent également réduire les prétentions iraniennes.

### L'expansion du chiisme iranien face aux impératifs économiques

Les relations entre l'Iran et les Etats-Unis sont très tendues mais elles sont également paradoxales. En effet, l'Iran continue d'être dénoncé par les Américains comme l'inspirateur du terrorisme international alors que dans le même temps, les Etats-Unis sont au second rang des partenaires commerciaux de Téhéran. Le principal partenaire de l'Iran est l'Union européenne qui assure environ 40% des importations annuelles iraniennes et reçoit 36 % de ses exportations.

Le secteur énergétique joue un rôle vital pour l'Iran car il fournit plus de la moitié des recettes de l'Etat et représente 85 % des exportations. L'Iran est actuellement le quatrième producteur mondial de pétrole brut et détient 10 % des réserves mondiales. Son potentiel est également très important pour le gaz naturel, avec 15 % des réserves mondiales, soit le deuxième rang après la Russie. Toutefois, ce potentiel énergétique est insuffisamment valorisé, du fait de l'absence d'investissements dans le secteur pétrolier depuis sa nationalisation en 1979, et il doit faire face à une demande intérieure en fort accroissement, de l'ordre de 10 % par an, qui a obligé l'Iran à importer des produits raffinés.

Depuis 1999, les autorités iraniennes ont engagé avec prudence quelques réformes afin de mieux insérer le pays dans les échanges internationaux et de moderniser l'industrie nationale par un appel à des capitaux étrangers. Plusieurs décisions en matière de fiscalité, de taux de

change ou de tarifs douaniers ont ainsi été prises, témoignant du souci de l'Iran de tenir davantage compte des nécessités de l'ouverture économique.

Toutefois, l'Iran est encore loin d'attirer d'importants investissements étrangers car la législation demeure assez restrictive, compte tenu notamment des procédures administratives lourdes imposées aux entreprises étrangères, et des facteurs politiques freinent son insertion dans l'économie internationale. Son isolement diplomatique est également un obstacle majeur pour l'examen de la demande d'adhésion de l'Iran à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La négociation d'un accord de partenariat et de coopération entre l'Iran et l'Union européenne a démarré en décembre 2002, mais elle s'inscrit dans le cadre d'un dialogue politique, notamment sur les questions de la prolifération nucléaire, des droits de l'homme, du terrorisme et du soutien au processus de paix au Proche-Orient.

L'Iran doit enfin faire face à l'inquiétude des régimes sunnites du monde arabe devant la percée chiite.

### Les régimes arabes inquiets de la percée chiite

En 2003, monsieur Dominique de Villepin, alors ministre des affaires étrangères, avait effectué deux tournées au Proche et au Moyen-Orient, d'abord en Egypte, en Syrie, au Liban et en Arabie saoudite, puis en Turquie, en Jordanie et en Iran. Lors de son audition devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale le 30 avril 2003, le ministre avait déclaré avoir "constaté, à la fois une inquiétude quant à la situation actuelle en Irak, mais aussi un accord sur les principes dégagés par la France et rappelés par le Conseil européen d'Athènes le 16 avril, en présence du Secrétaire général de l'ONU, à savoir un rôle central des Nations unies, le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Irak et l'urgence à installer une autorité de transition"

Au-delà de la situation de guerre civile qui touche l'Irak, c'est la prise du pouvoir par voie démocratique de la communauté chiite dans un pays arabe qui suscite des inquiétudes chez les dirigeants des pays arabes voisins de l'Irak ; ceci est une première dans l'histoire contemporaine. Des pays comme l'Arabie saoudite, champion du rigorisme sunnite, ou encore le Koweït, appréhendent l'impact de la résurgence du chiisme irakien sur leurs minorités chiites, avides de reconnaissance. Le chef de la diplomatie koweïtienne a dit ainsi craindre un réveil du "sectarisme". Le roi de Jordanie, Abdallah II, a déclaré plus explicitement redouter un

“péril chiite”, avec l’influence d’un croissant chiite de l’Iran au Liban, en passant par l’Irak et la Syrie. Cette dernière, bien que majoritairement sunnite, est en effet dirigée par la minorité alaouite et a nouée une alliance étroite avec Téhéran.

Derrière la coloration confessionnelle du discours se cache la crainte de l’impact des bouleversements en cours en Irak sur l’ordre régional et la stabilité des régimes. Chibli Mallat, professeur de droit et spécialiste du chiisme irakien, observe que “tout le monde est conscient que l’Irak constitue un vrai laboratoire pour deux problèmes que l’on retrouve, sous une forme ou une autre, dans la plupart des pays de la région : la question nationale, symbolisée par les relations entre Kurdes et Arabes, et la question confessionnelle, avec le rapport entre chiites et sunnites. Ce qui effraie le plus particulièrement les régimes voisins, c’est la consécration du principe majoritaire à travers des élections libre, une première dans la région”. Au-delà de la dénonciation d’un chiisme rampant, c’est donc l’idée démocratique qui met mal à l’aise les classes dirigeantes, dans des pays encore largement autocratiques. En effet, les monarchies pétrolières du Golfe craignent que les élections démocratiques ne troublent le jeu classique du pouvoir, en favorisant la représentation politique des groupes ethniques ou religieux démographiquement dominants.

Pour Nizar Hamze, professeur de sciences politiques et spécialiste des mouvements islamistes, les régimes arabes sont inquiets depuis les attentats du 11 septembre 2001 qui ont poussé Washington à réévaluer ses alliances dans la région ; “Depuis le renversement du chah d’Iran en 1979, les principaux alliés des Etats-Unis dans le monde musulman étaient des pays sunnites, de l’Egypte à la Malaisie en passant par l’Arabie saoudite ; aujourd’hui, ces derniers voient d’un mauvais œil les relations entre Washington et les chiites, d’autant qu’eux-mêmes se sentent en porte à faux par rapport à leur population, agitée par les idées salafistes et gagnée à l’antiaméricanisme”

Dans cette recomposition d’alliances, rien n’est exclu, y compris un rapprochement entre Washington et Téhéran, estime Nizar Hamze, car le régime iranien “a montré une étonnante faculté d’adaptation démentant depuis 20 ans toutes les analyses qui prédisaient son effondrement”. Les pays sunnites appréhendent un retour en force de l’Iran, dont les ambitions régionales pourraient se réaliser grâce à une association avec les chiites d’Irak.

Ce scénario repose sur les liens transnationaux qui existent dans les milieux cléricaux chiites. Mais les experts conseillent de ne pas en surestimer la force. L’ayatollah Khomeyni avait ainsi tenté sans succès de les mobiliser pour exporter la révolution islamique. La rivalité entre les grands centres théologiques de Nadjaf en Irak et de Qom en Iran, dont les implications

sont autant spirituelles que matérielles, témoigne à elle seule de la complexité des relations entre les deux grands voisins du Golfe. De plus, nous l'avons vu, la solidarité chiite ne fonctionne pas comme alternative politique au nationalisme arabe. Les chiïtes arabes réagissent en citoyens de leur pays et demandent avant tous des droits civiques. Ils sont nationalistes, même s'ils se considèrent eux-mêmes comme transnationaux ; ainsi, le grand ayatollah Ali Al-Sistani défend une solution purement irakienne, mais il a gardé sa nationalité iranienne.

L'un des principaux opposants à l'Iran chiïte est l'Arabie Saoudite. Le royaume saoudien est né sur une partie de la péninsule Arabique en 1926, année où Abd al-Aziz se proclama roi protecteur des lieux saints et de l'ordre moral musulman. Celui-ci aurait souhaité dominer davantage de territoires du Moyen-orient, en particulier les régions pétrolifères, mais les grandes puissances occidentales ne l'ont pas permis, préférant une péninsule divisée. Après plusieurs années de confrontations, six pays pétroliers du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Oman, Bahreïn et les Émirats Arabes Unis) créent le Conseil de Coopération des États arabes du Golfe le 25 mai 1981. Masquant bien des inimitiés, ce conseil permet d'afficher une volonté d'intégration régionale de ces pays dans une zone que sa principale ressource économique, l'exploitation du potentiel pétrolier, rend effectivement homogène. C'est également un souci commun d'empêcher toute extension territoriale de l'Iran qui a contribué à ce rapprochement entre les pays de la péninsule arabique.

A l'heure actuelle, les pétromonarchies, comme nombre de nationalistes arabes, craignent que le vide laissé par la chute du régime baasiste ne profite aux chiïtes qui pourraient créer un 'Chiitistan' allant du sud de l'Irak au nord-est de l'Arabie saoudite, c'est-à-dire couvrant l'essentiel des champs pétroliers. En effet, la zone du golfe Persique où gisent les trois quarts des réserves pétrolifères du monde est peuplée par environ soixante-dix pour cent de chiïtes. Ceci pourrait également donner une légitimité aux ambitions de l'Iran sur ces régions, comme par exemple l'Etat de Bahreïn. La population de cette monarchie est à soixante-cinq pour cent chiïte, population rurale, alors que le pouvoir est aux mains de la minorité sunnite. Bien avant la révolution islamique, l'Iran n'avait cessé de revendiquer l'émirat de Bahreïn en développant le thème de l'iranité des chiïtes de cet Etat, iranité qui remonterait à l'époque où la dynastie séfévides occupait l'autre rive du Golfe. En réalité, comme l'a montré Xavier de Planhol, leur origine remonte à l'Etat bouyide, si ce n'est à l'Etat ismaélien des Qarmates au IX<sup>ème</sup> siècle, comme la plupart des chiïtes arabes des rives du golfe persique. Ce n'est donc pas la Perse des Séfévides qui a amené le chiïsme dans la région. La majorité chiïte de

Bahreïn a connu une agitation sociale et religieuse maîtrisée avec l'appui de l'Arabie saoudite. Ces tensions ne profitent cependant pas nécessairement à l'Iran, car ces populations ont, malgré leurs dissensions avec le gouvernement sunnite, un fort attachement à leur nationalité arabe ; le clivage ethnique prend donc le pas sur le clivage religieux.

La volonté de l'Iran d'une stratégie de gestion pragmatique des conflits en cours, afin de se présenter en acteur incontournable mais raisonnable, a conduit à une réconciliation avec les régimes arabes conservateurs : l'Arabie saoudite à partir de 1996, pour terminer avec l'Égypte en 2003. Ceci supposait aussi le lâchage de tous les mouvements séparatistes chiites et le soutien à une réconciliation au Liban. En même temps, écrivait l'islamologue Oliver Roy dans le Figaro, "en prenant une position résolument hostile aux accords d'Oslo, l'Iran se présentait comme défenseur du nationalisme arabe : le soutien au Hamas et au Djihad palestiniens permettait de se laver du péché originel d'identification avec les seuls chiites".

## CONCLUSION

La chute du régime baasiste va permettre à l'Iran de jouer de nouveau un rôle de puissance régionale et d'affirmer son influence politique sur le monde arabe. Néanmoins, l'Iran n'a aucun intérêt à favoriser l'expansion du chiisme et l'instauration de régimes politiques chiites en Irak puis par extension dans le monde arabe.

En effet, la création d'un Irak confessionnel chiite risque de faire perdre à l'Iran son autorité sur les lieux saints du chiisme et surtout de faire vaciller l'autorité religieuse des dignitaires du régime en remettant en cause la légitimité du 'wilâyat al-faqîh'.

De plus, une politique d'influence sur le monde arabe par une approche confessionnelle risquerait de donner aux Etats-Unis et aux pays arabes la légitimité d'une opposition ouverte, voire déstabilisatrice, au régime iranien et de mettre à mal les tentatives d'ouverture de l'Iran vers l'extérieur, en particulier un rapprochement avec l'Union Européenne qui permettrait un développement économique dont le pays a tant besoin.

Néanmoins, il est à craindre que le gouvernement iranien continue à apporter un soutien matériel et financier à des mouvements insurrectionnels chiites dans le monde arabe afin de lutter indirectement contre les ambitions américaines au Moyen-Orient, d'intervenir dans le conflit au Proche-Orient et surtout de gagner du temps pour achever son programme nucléaire militaire et ainsi sanctuariser son territoire.

En mai 2005, la République islamique d'Iran élira un nouveau président pour succéder à Mohammed Khatami, après huit années de règne. Cependant, la nouvelle génération iranienne semble boudier la politique, lassée des discours répétitifs des religieux qui dirigent le pays depuis vingt-cinq ans. Pour la commémoration, en juillet 2004, des émeutes universitaires de l'été 1999, la majorité des étudiants a opté pour le silence. Déçus par l'avortement des réformes initiées en 1997 par le président Khatami et par le retour en force des conservateurs qui ont remporté la majorité au Parlement, ils préfèrent un cheminement plus individuel à la mobilisation collective de leurs parents lors de la révolution de 1979.

Dans sa volonté contradictoire de faire de l'Iran une puissance régionale sans pour autant s'appuyer sur son identité chiite, le pouvoir religieux iranien risque de perdre sa légitimité et finalement de s'effondrer, ignoré par la future élite du pays.

Oliver Roy écrivait ainsi dans le Figaro : “En fait, l’intérêt de l’Iran est d’avoir un Irak où les chiites jouent un rôle majeur, mais qui reste un Etat unifié et ne dispose pas de forces militaires menaçantes. L’Iran a donc tout intérêt à ce que la démocratie s’installe en Irak, sauf si cela donne trop d’idées à la population iranienne...”

## BIBLIOGRAPHIE

Eymeric Chauprade, Géopolitique - Constantes et changements dans l'histoire ; Ellipses 2003

Pierre-Jean Luizard, La question irakienne ; Fayard 2002

Xavier de Planhol, Les Nations du Prophète ; Fayard 1993

François Thal, Géopolitique du chiisme ; arléa 1995

Revue de l'Institut international de géopolitique, numéro 88 ; octobre-décembre 2004

Le Moyen-Orient, espace géographique et géopolitique par le recteur Gérard-François DUMONT

Audition du Ministre des Affaires étrangères, M. Dominique de Villepin, devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale ; 30 avril 2003

Irak, l'hypothèque chiite (Hosham Dawod) - Libération - 1er février 2005

Les régimes arabes inquiets de la percée chiite (Sibylle Rizk) – Le Figaro – 31 janvier 2005

L'Iran en ligne de mire des néoconservateurs (Daniel Vernet) - Le Monde – 22 janvier 2005

L'Iran observe avec appréhension l'émergence de ce nouveau chiisme (Bruno Philip) - Le Monde – 17 Juin 2003

Les jeunes Iraniens en quête de nouvelles références (Delphine Minoui) - Le Figaro - 10 juillet 2004

Le ministre irakien de la Défense s'en prend de nouveau à l'Iran - L'orient Le Jour (lorient-lejour.com) – 04 Août 2004

Où va l'Iran ? (Oliver Roy) - Le Figaro - 30 Avril 2004

## ANNEXE 1 : La communauté chiite dans le monde

Données de 1999.

Les quatorze pays du monde ayant la plus grande proportion de chiïtes dans leur population :

<i>Pays</i>	<i>Nombre de chiïtes</i>	<i>pourcentage</i>
Iran	61.000.000	93 %
Bahreïn	400.000	65
Azerbaïdjan	4.700.000	61
Irak	11.000.000	55
Liban	1.370.000	40
Yémen	3.170.000	36
Koweït	550.000	30
Pakistan	26.700.000	25
Syrie	1.300.000	17
Emirats Arabes Unis	400.000	16
Turquie	6.000.000	15
Afghanistan	3.560.000	15
Arabie Saoudite	620.000	15
Tadjikistan	300.000	5

Remarque 1 : le pourcentage donné n'est pas la proportion de musulmans qui est chiïte, mais la proportion de chiïtes rapportée à la population totale du pays

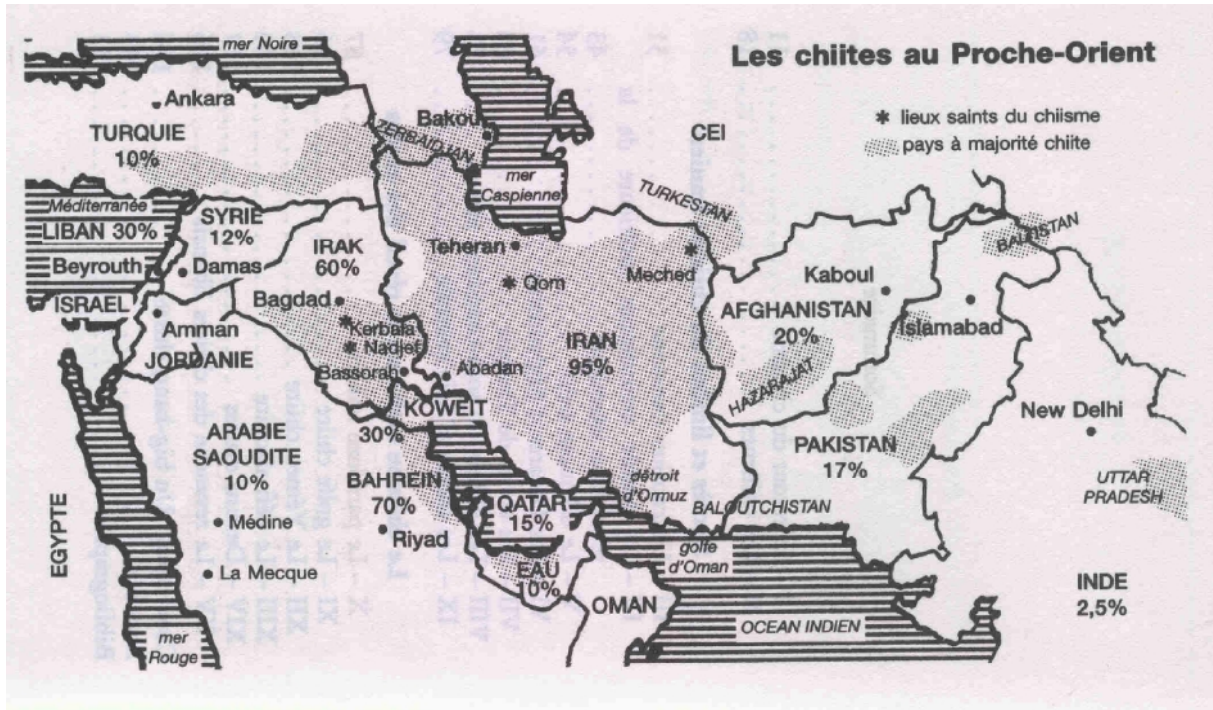
Remarque 2 : Les pays grisés sont des pays arabes

Les dix pays du monde ayant la plus grande communauté chiïte :

<i>Pays</i>	<i>Pourcentage de chiïtes</i>	<i>Nombre de chiïtes</i>
Iran	93 %	61.000.000
Pakistan	25	26.700.000
Inde	2,7	26.000.000
Irak	55	11.000.000
Turquie	15	6.000.000
Azerbaïdjan	61	4.700.000
Afghanistan	15	3.560.000
Yémen	36	3.170.000
Liban	40	1.370.000
Syrie	17	1.300.000

## ANNEXE 2 : Répartition des populations chiites au Proche-Orient

(François Thal, Géopolitique du chiisme ; arléa 1995)



## TABLE DES MATIÈRES

Préambule .....	1
INTRODUCTION - L'IRAN, UNE FORTE IDENTITE .....	3
PREMIÈRE PARTIE : UNE APPROCHE RELIGIEUSE .....	5
Qu'est-ce que le chiisme ? .....	5
La République islamique d'Iran .....	7
L'Iran face à la montée du chiisme en Irak.....	8
Les ambitions religieuses de l'Iran vis-à-vis du monde arabe.....	12
DEUXIÈME PARTIE : UNE APPROCHE GEOPOLITIQUE.....	14
L'ingérence iranienne en Irak depuis la chute du régime baasiste .....	14
Le problème des minorités en Iran et de l'évolution démographique.....	17
La politique de puissance régionale de l'Iran face aux ambitions américaines.....	18
L'expansion du chiisme iranien face aux impératifs économiques .....	20
Les régimes arabes inquiets de la percée chiite .....	21
CONCLUSION .....	25
BIBLIOGRAPHIE .....	27
ANNEXE 1 : La communauté chiite dans le monde.....	28
ANNEXE 2 : Répartition des populations chiïtes au Proche-Orient .....	29